



**Cultures & Conflits**

47 | automne 2002  
Les risques du métier

---

## La violence en temps de guerre et en temps de paix. Partie 2

Philippe Bourgois

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/827>

DOI : 10.4000/conflits.827

ISSN : 1777-5345

### Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

### Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2002

ISBN : 2-7475-3432-4

ISSN : 1157-996X

### Référence électronique

Philippe Bourgois, « La violence en temps de guerre et en temps de paix. Partie 2 », *Cultures & Conflits* [En ligne], 47 | automne 2002, mis en ligne le 29 avril 2003, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/827> ; DOI : 10.4000/conflits.827

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Creative Commons License

---

# La violence en temps de guerre et en temps de paix. Partie 2

Philippe Bourgois

---

## *Les femmes dans l'engrenage de la violence*

Durant l'opération militaire menée en 1981, une jeune femme du nom de Carmen, alors âgée de dix-sept ans, m'avait demandé de la photographier dans l'une de nos cachettes. Elle a souri pour la photo, oubliant que les militaires salvadoriens étaient en train de bombarder les sommets du canyon où nous nous cachions quelques heures plus tôt. Le troisième jour des combats, Carmen a été touchée au dos par un éclat d'obus alors qu'elle défendait l'une des tranchées bloquant l'accès de son village. Elle souffrait terriblement. Incapable de marcher, sa famille la portait dans un hamac pendant nos fuites de nuit. C'est pour cela qu'elle est toujours en vie aujourd'hui. Au cours des deux décennies qui ont suivi la prise de cette photographie, Carmen a eu cinq enfants, et en dépit (ou plutôt à cause) de plusieurs opérations chirurgicales pour ôter l'éclat d'obus de son épine dorsale, elle souffre de douleurs chroniques du dos, de migraines et d'ulcères. En 1997, elle est entrée clandestinement en Californie par la frontière mexicaine.

Arrivée aux Etats-Unis, Carmen a été vendeuse dans un magasin de discount dans le quartier Mission District de San Francisco, pour un salaire de 2,38 \$ par heure, à raison de dix heures par jour. En dépit de son mal de dos, elle était fréquemment rappelée à l'ordre par son employeur, parce qu'elle se tenait assise ou prenait une pause pour le déjeuner. Dans un premier temps, Carmen n'ayant pas obtenu l'asile politique aux Etats-Unis, son statut d'étrangère en situation irrégulière avait facilité son exploitation économique. Plus tard, elle a obtenu un statut politique temporaire et a trouvé un job de repasseuse à 6 \$ de l'heure dans une usine de vêtements fondée par de nouveaux immigrants et où les ouvriers étaient surexploités. Moins d'un an plus tard, on a diagnostiqué un froissement des muscles de l'épaule dû au repassage et elle a été renvoyée. Je l'ai aidée en menaçant son employeur de poursuites judiciaires : elle a été réembauchée dans la même usine, à un poste de couturière. Mais sa nouvelle activité la faisait toujours souffrir de cette inflammation des tendons et de leurs gaines synoviales, ce que les médecins appellent « tenosynovite ». Carmen doit plus d'un millier de dollars en soins médicaux à l'hôpital.

Elle paie ces factures en pensant à son installation aux Etats-Unis : ne pas les payer pourrait, craint-elle, compromettre sa demande de résidence permanente. Et elle ne peut pas faire la demande de visa pour ses cinq enfants avant que les Etats-Unis ne lui octroient sa « carte verte ». En d'autres mots, elle est prise dans les filets de la violence structurale d'une économie d'exploitation, et cela aggrave sa vulnérabilité d'être une mère séparée de ses enfants.

Carmen avait été armée d'un M-16 pendant près de deux ans durant la guerre. Elle a aussi soutenu le FMLN en tant que civile pendant plus de dix ans. Mais à la différence de la plupart des hommes qui ont combattu dans son village, et bien qu'elle soit la mère de cinq enfants, on ne lui a pas accordé de terre après la signature du traité de paix. J'avais pensé que Carmen avait été exclue de la redistribution des terres parce qu'elle était une femme et qu'elle avait appartenu à une faction politique minoritaire de la guérilla dans son village. Et en effet, c'est ce que Carmen m'avait dit la première fois, par politesse. Plus tard, en privé, elle m'a donné une explication plus complexe de son exclusion de l'attribution des terres. Son histoire éclaire un peu mieux la dynamique selon laquelle les violences politique, structurale et symbolique fusionnent et s'expriment dans une violence quotidienne au niveau interpersonnel. Carmen m'a révélé que son problème tournait autour d'une histoire de cœur qu'avait eue son frère aîné et qui avait mal tourné. C'était un *jefe de escuadra* (chef d'une unité de six guérilleros) et sa petite amie l'avait laissé tomber pour un commandant local du FMLN. Ce dernier a craint que, par rancune, le frère ne le tue ou ne trahisse la localisation du campement de sa guérilla. Aussi a-t-il ordonné l'assassinat du frère de Carmen. Le neveu de Carmen, qui a assisté à l'exécution raconte :

*Il était en train de dormir. Ils sont venus et ils l'ont réveillé. Il leur a dit, 'Compañeros, non, non, ne me tuez pas. Je me suis battu et j'ai défendu beaucoup de compañeros'. Il leur a dit : 'et j'ai récupéré beaucoup d'armes'. Vous voyez, c'était le chef de l'unité. C'était un homme courageux, très respecté dans sa zone. Mais ils l'ont assassiné.*

Les histoires de tueries motivées par des jalousies amoureuses n'étaient pas monnaie courante dans les rangs du FMLN, mais elles ne peuvent surprendre celui qui a quelque familiarité avec la réalité quotidienne de la guérilla. Un ancien combattant peut excuser le commandant d'avoir tué le frère de Carmen parce qu'il était plausible que ce chagrin d'amour conduise celui-ci à tuer son commandant ou à dénoncer aux autorités militaires l'emplacement du campement des guérilleros et mettre ainsi en danger des douzaines de combattants. La jalousie romantique peut conduire des camarades d'arme à s'entre-tuer sur un simple soupçon. La normalisation de la violence durant la guerre au Salvador a fait apparaître comme nécessaire la mort du frère de Carmen. Quinze ans plus tard, Carmen argumentait encore sur le fait de savoir si son frère constituait ou non un risque pour la guérilla. Elle est toutefois sur la défensive quand elle décrit le droit de sa famille à prendre le deuil et à condamner ce meurtre. Et elle rejette finalement le meurtre sur le compte de la promiscuité et des machinations de la fiancée, plutôt que sur l'abus de pouvoir du commandant régional du FMLN :

*Les gens sont attristés par la nouvelle de sa mort. Même aujourd'hui, quand les gens se souviennent de lui, ils disent à mon père : 'Cette mort était injuste. Il n'aurait jamais eu affaire avec l'ennemi'.*

Mon frère s'est battu pendant des années. Ce combat, c'était son corps et son âme. Il n'aurait jamais eu affaire avec les gens de l'autre côté.

Et vous savez, la fille qui a fait tuer mon frère... Elle est toujours par là. Elle est de ces femmes qui aiment jouer avec les hommes et les monter les uns contre les autres.

A ce jour, la peine des parents de Carmen est souillée par le soupçon public que le meurtre aurait pu être justifié. Sa famille a été marginalisée par l'organisation de la guérilla et elle était toujours objet de méfiance six ans après la signature de l'armistice, lorsque je me suis rendu pour la dernière fois dans cette ancienne zone de guerre. Cependant, la famille de Carmen continue de soutenir la révolution. En effet, quatre autres frères de Carmen et une de ses sœurs sont restés dans la guérilla après l'assassinat de leur frère aîné. Trois de ces frères sont morts par la suite dans les combats et le quatrième souffre aujourd'hui de convulsions, de paralysie partielle et de graves troubles psychologiques à cause d'un éclat d'obus logé dans son crâne.

Il y a encore une autre explication au fait que Carmen n'ait pas reçu de terre de la part des organisations de la guérilla à la fin de la guerre civile, bien qu'elle eût elle-même été membre de la guérilla et qu'elle eût dû recevoir un lopin de terre conformément aux accords de paix locaux. Cette explication éclaire les relations de pouvoir entre sexes dans un monde patriarcal rural qui alimente la fusion entre les violences politique, structurale et symbolique et rend plus naturelle encore l'agression personnelle que constitue la violence quotidienne. Cette troisième version est plutôt une accusation honteusement répétée par les amis de Carmen et, sur un mode plus agressif, par ses détracteurs : « Les chefs ne l'aimaient pas parce que c'est une femme qui aime bien sortir avec beaucoup d'hommes ». En d'autres mots, on croyait que Carmen avait eu trop d'amants dans la lutte armée. Malheureusement pour elle, deux des pères de ses cinq enfants sont morts au combat et ne peuvent pas défendre son honneur en temps de paix.

L'accusation qui privait Carmen de terre en raison de ses mœurs libres a eu pour effet de la mettre dans l'impossibilité de subvenir aux besoins de ses cinq enfants, une fois la paix revenue dans son village. Elle a donc été obligée d'émigrer clandestinement aux Etats-Unis, traversant à pied le désert américain - pourchassée à un moment par les chiens de la police - pour rechercher des moyens d'existence qui lui étaient refusés au Salvador. Elle envoie maintenant des chèques de 50 à 100 \$ par mois aux deux différentes familles auxquelles elle a confié ses enfants avant de partir pour les Etats-Unis. La douleur la plus profonde pour Carmen, bien pire que la douleur physique qu'elle ressent toujours à cause de cet éclat d'obus coincé dans sa colonne vertébrale ou que ses autres souffrances corporelles, c'est la peine d'avoir dû « abandonner » ses enfants et de les « séparer » les uns des autres pour les donner à garder. Le chagrin de Carmen est aussi marqué par les préférences patriarcales de son amour maternel :

*Mon fils avait quatre ans quand je suis partie, et tu devrais voir maintenant comme il est futé. C'est lui qui a le plus d'esprit.*

J'avais pour habitude de le mettre debout sur la table et je tentais de lui faire prendre conscience petit à petit que j'allais partir. Je le baignais, puis je l'enveloppais dans une serviette et je l'asseyais sur le coin de la table et je lui disais, 'Papa, je vais bientôt aller aux Etats-Unis', oui, j'avais l'habitude de l'appeler 'Papa'. Et je lui disais : 'De là-bas, je t'envoierai une bicyclette'. Je lui disais ça pour qu'il se sente mieux. Mais il me disait : 'Non, Maman, n'y va pas. Toi, je t'aime vraiment'.

Et puis... et c'est ce qui me fait le plus mal, il y a eu ces mots de mon fils. Il me disait : 'N'y va pas Maman, je t'aime vraiment. Si tu y vas, j'irai loin dans les montagnes et je te pleurerai'. C'est ce qu'il me disait.

Et après, Felipe, quand je l'ai donné à la mère de Marcos [elle pose la main sur l'épaule de Marcos, son mari], et c'est quelque chose que je raconte toujours à Marcos et que je ne peux pas oublier, c'est le moment où j'ai laissé mon fils. Il était à ce point accroché à moi que j'ai été obligée

*de l'arracher... Tu vois, il me tenait juste ici[montrant ses jambes], il serrait ma jupe. Et il me disait, me suppliait « Maman, ne pars pas. Maman ! ». Alors ce que j'ai fait, je l'ai repoussé et je l'ai donné à la mère de Marcos. Là, dans le parc.*

Je te dis, ce garçon ! J'ai vraiment trop mal pour lui. Je ne peux plus en parler, parce qu'après, c'est insupportable. Je commence à pleurer.

Marcos me dit : 'Carmen, ne sois pas triste'. 'Mais comment ne pas me sentir triste ?', je lui réponds. Je perds mes nerfs à cause de cette perte des enfants. Marcos me dit : 'Ecoute Carmen, un jour, si Dieu le veut, tu auras tes papiers', il parle de mes papiers d'immigration. Et il me dit : 'Je ferai tout ce que je pourrai pour t'aider à obtenir ces papiers'.

J'ai reçu ces photos de mon fils et tu vois qu'il est triste. Juste là, debout, seul, devant un arbre. Il a l'air très triste là et quand je regarde cette photo je pense qu'il ressemble à un petit adulte, à une grande personne. Et c'est ce qui me fait le plus mal, le voir seul, cette si petite créature, si intelligente. Là,[me tendant une enveloppe pleine de photographies], *laisse moi te montrer. Mon pauvre petit. Regarde ce pauvre petit garçon[agitant une des photos]. Regarde-le, Felipe, le voilà, tout seul, regarde-le, Felipe, regarde comme il est triste.*

Carmen a fondu en larmes à une autre de mes visites, dans sa pension à San Francisco. Elle venait juste de recevoir une lettre de la famille à laquelle elle avait confié sa fille aînée et qui l'informait que cette jeune fille de treize ans venait de s'enfuir pour le Honduras. La fille cadette qui a onze ans s'est aussi échappée, mais elle est chez des cousins, dans la capitale du Salvador. Encore une fois, Carmen respecte une logique patriarcale en favorisant son fils aîné, et en se résignant à souffrir pour tous les autres, « comme seule une mère le peut ».

*Aïe, Felipe ! que puis-je faire ? Maintenant mes enfants sont dispersés un peu partout et moi je suis ici. Avoir du courage à la guerre, c'est facile. Je parle maintenant de la peine qu'éprouve une mère pour ses enfants. Une mère souffre pour son fils, Felipe.*

On ne peut rien faire pour calmer la douleur d'une mère. Personne ne peut faire quoi que ce soit pour calmer la douleur d'une mère. Je n'oublierai jamais mon fils, jamais, jamais.

C'est un si petit garçon. Ce garçon, je te le dis, il me fait beaucoup de mal, trop de mal. Damné soit le jour où je suis venue dans ce damné pays ! Damné pays qui a envoyé tellement de balles et de bombes contre nous !

Carmen aime aussi danser. Ce n'est pas le cas de son partenaire. Alors elle sort seule les samedis soirs. Il en résulte des violences physiques entre Carmen et son compagnon. Heureusement, sa jeune sœur âgée de dix-sept ans a quitté le Salvador pour la rejoindre dans cette chambre de location de 7,5 m ». C'est elle qui a appelé la police lors de leur dernière dispute. Marcos venait de frapper Carmen, celle-ci s'était emparée d'une machette et le poursuivait dans ce petit espace encombré, avec le savoir-faire de quelqu'un qui a travaillé pendant des années comme travailleuse agricole au Salvador. Carmen ne peut pas échapper à la violence quotidienne dans sa tentative de recréer un nouveau foyer conjugal aux Etats-Unis.

Mes notes de terrain au fil des années contiennent de nombreuses références sur les façons dont la violence suit la différence des sexes et devient un moyen accepté de résoudre les angoisses de la communauté en temps de guerre. Ces notes ont été prises durant l'été 1995, quatre ans après la signature du traité de paix au Salvador :

Août 1995 :

J'ai invité deux familles d'ex-guérilleros chez moi, à San Francisco, pour regarder les photos que j'avais prises d'eux en 1981, pendant l'invasion militaire alors que nous tentions de sauver nos peaux. Elles vivent maintenant à Oakland. Les hommes font le ménage dans les bureaux du quartier de la finance de San Francisco et les femmes font le ménage chez des particuliers à Oakland. Lorsque je leur ai montré la photographie d'un ami commun qui avait été prise dans un camp de réfugiés au Honduras en 1983, deux ans après l'invasion, ils se sont tus.

La femme sur la photographie a été très active dans l'organisation de masse des femmes soutenant la guérilla et a composé des chants dans les camps du réfugiés du Honduras au début des années 1980, dénonçant la répression militaire salvadorienne et célébrant la participation des femmes dans la lutte révolutionnaire en cours. Soit elle a perdu son mari dans les combats, soit ils se sont séparés. C'était en tout cas une mère seule élevant ses nombreux enfants de façon indépendante. A la fin de la guerre, en 1987, elle a quitté les camps de réfugiés du Honduras pour retourner dans son village natal au Salvador. C'était devenu une colonie, soutenue par les organisations de la guérilla qui, par méfiance vis-à-vis des militaires salvadoriens, tentaient de repeupler ces zones de guerre désertées avec leurs familles afin de se créer une base civile de soutien.

J'ai innocemment demandé à mes amis comment allait cette amie commune, et où elle vivait maintenant. Il y a d'abord eu quelques rires nerveux. Max a tenté de faire une mauvaise plaisanterie, que je n'ai pas comprise et que personne ne semblait apprécier : « Mala yerba hay que cortala [Il faut arracher les mauvaises herbes] ». Il a tenté de rire, mais il a simplement croassé. Les yeux de sa femme étaient remplis de larmes. « C'est ce qu'ils nous disaient : il faut arracher les mauvaises herbes », répétait-il comme pour se défendre. J'ai marmonné d'un ton embarrassé que j'étais désolé d'apprendre que notre amie était morte. Nous avons changé de sujet.

Plus tard, on m'a expliqué en privé que cette amie avait été injustement accusée d'être une espionne de l'armée salvadorienne et qu'elle avait été assassinée en 1988. Mère seule, sans mari pour l'aider et faire vivre ses quatre enfants, elle avait gagné un peu d'argent durant ces années précaires de la fin de la guerre en se rendant à la capitale tenue par les militaires, pour vendre des glaces sur la place centrale. Pour rejoindre la capitale, elle était obligée chaque jour de passer des barrages tenus par les militaires. Peu de gens, dans le petit village re-colonisé et contrôlé par la guérilla et dans lequel elle habitait, pouvaient franchir ces barrages sans être capturés, torturés et / ou tués par les forces gouvernementales. La rumeur s'est rapidement répandue qu'elle avait un petit ami dans la capitale, membre d'un escadron de la mort soutenu par le gouvernement. On l'a ensuite suspectée de donner des renseignements sur ce qui se passait dans son village où tout le monde soutenait la guérilla et où l'armée tentait régulièrement de tuer les gens par des ratissages militaires et des bombardements aériens. Le simple soupçon d'être une « sapo » (espionne) a suffi au commandant local de la guérilla pour ordonner sa mort, dans ces ultimes années de répression gouvernementale et d'infiltrations clandestines.

Dix ans plus tard, tout le monde reconnaît que son « ajusticimiento » (exécution) était une malencontreuse erreur. Son petit ami, membre des escadrons de la mort, a peut-être fait en sorte qu'elle puisse passer les barrages militaires à la fin de la guerre, mais il est évident qu'elle ne lui a jamais donné d'informations militaires utiles qui auraient pu mettre ses amis villageois en danger. Elle l'a peut-être un peu manipulé pour obtenir la permission d'entrer dans la ville contrôlée par les militaires et y vendre des glaces.

Mais bien sûr, ces informations sont arrivées trop tard. Ses enfants ont été contraints de grandir orphelins dans le village qui a tué leur mère. Ils y sont toujours aujourd'hui. José m'a dit que la fille aînée qui avait douze ans à la mort de sa mère a aujourd'hui beaucoup de chance : un 'type sympa' du village, un des combattants de sa propre unité, l'a adoptée et ils vivent maintenant en couple.

La violence sexuelle, souvent sous la forme de viols collectifs, était une stratégie centrale de répression des troupes gouvernementales salvadoriennes. Les soldats violaient souvent les femmes qu'ils capturaient lors de leur campagne militaire de terre brûlée, et selon le témoignage des femmes qui ont survécu à la torture, les militaires violaient de façon routinière les prisonnières, car cela faisait partie du processus d'interrogatoire<sup>1</sup>. Durant la guerre civile, les partisans du FMLN ont passé commande d'écriteaux standards avec la simple phrase « Halte au viol ! ». Ceci était interprété par l'ensemble de la population comme une critique des militaires salvadoriens. Il est significatif de voir que la dénonciation des viols commis par les militaires, même dix ans après le processus de paix, reproduit souvent une violence symbolique à l'encontre des femmes violées. Quand je suis par exemple retourné dans ce village en 2002, j'ai assisté à une commémoration de la répression militaire à la date anniversaire de l'une des opérations de terre brûlée. Il y avait là une inscription commémorative peinte à la main par une mère pour l'une de ses filles : « *Tu virginidad la defendistes hasta la muerte. Los violadores de los derechos humanos no pudieron violarte por tu gran valentía. Sólo te asesinaron en el caserío... 18 marzo 1981* ». [Tu as défendu ta virginité jusqu'à la mort. Ceux qui ont bafoué les droits de l'Homme n'ont pas pu te violer grâce à ton grand courage. Ils t'ont simplement tué dans notre hameau... le 18 mars 1981]. Résultat, la plupart des femmes qui ont été violées par les militaires et qui ont survécu restent silencieuses.

En dépit de ces structures durables de violence symbolique qui émergent de la logique de relations de pouvoir, fondées sur une domination d'ordre sexuel et patriarcal, la lutte révolutionnaire a ouvert un espace important aux femmes, qui ont lutté pour leurs droits pendant la décennie qui a suivi le processus de paix. A première vue, les rôles des hommes et des femmes dans les foyers paysans apparaissaient comme extrêmement patriarcaux. Les femmes accomplissaient pratiquement tous les travaux ménagers. Elles servaient les hommes avec obséquiosité. Les hommes faisaient fréquemment des commentaires de type machiste à propos des femmes passant dans la rue et, à une occasion, j'ai entendu une allusion à un viol collectif, comme s'il s'agissait d'une activité normale. Mais j'ai aussi entendu beaucoup de femmes du village critiquer les privilèges masculins et affirmer avec confiance que « les femmes sont égales aux hommes ». Dans plusieurs réunions publiques, j'ai entendu des dirigeantes dénoncer spécifiquement les violences conjugales. Lors d'une manifestation nationale en 2002 commémorant l'assassinat par les escadrons de la mort de l'archevêque Romero, des organisations anciennement affiliées au FMLN comme *Las Dignas*[les Dignes] portaient d'énormes pancartes dénonçant les violences familiales, bien que beaucoup des femmes de ces organisations ont été expulsées ou ont quitté le FMLN en raison de leur trop grand attachement aux droits de la femme et des enfants.

#### *La guerre froide à l'université*

En écrivant sur la répression et la résistance durant la guerre civile salvadorienne pour le congrès de l'Association Américaine d'Anthropologie en 1992, je n'aurais pas su comment analyser l'expérience de Carmen ou l'histoire de la mort de mon amie la vendeuse de glaces, suivie de l'adoption de sa fille orpheline par un guérillero. Je ne suis pas sûr que

J'aurais même pu écouter ces récits, et moins encore, que j'aurais pu les enregistrer et les consigner dans mes notes de terrain. Même en 1992, les Salvadoriens qui ont soutenu le FMLN pendant les années 1980 n'auraient pas discuté avec moi des assassinats entre guérilleros. En fait, j'ai hésité à publier ce récit pendant plusieurs années après l'avoir exposé à une conférence universitaire au Canada en 1997<sup>2</sup>. J'étais inquiet que ces nouvelles données n'attisent les braises encore chaudes de la guerre froide, à l'image de ce qui se passe avec le travail de l'anthropologue David Stoll<sup>3</sup>. Stoll tente de manière presque obsessionnelle de discréditer le témoignage personnel de Rigoberta Menchú<sup>4</sup>, l'activiste Maya qui a reçu le Prix Nobel de la paix pour sa violente dénonciation du meurtre de sa famille et de la destruction de son village natal par les troupes gouvernementales du Guatemala dans les années 1980. Cela a donné naissance à un débat idéologique conséquent, mais au bout du compte insignifiant.

Il y a dix ans, je savais très bien comment traiter intellectuellement, émotionnellement et politiquement des fusillades au milieu des cris de bébés dans l'obscurité de la nuit. Avec une attention particulière, je rendais compte des violations des droits de l'Homme des civils par le gouvernement militaire salvadorien. L'assassinat de près de 75 000 personnes au Salvador pendant les années 1980 était directement imputable aux Etats-Unis et à leur soutien militaire, économique et logistique de l'armée salvadorienne. Il n'y a pas à remettre en cause ce fait, avant ou après la guerre froide. Sur les 22 000 dénonciations de violation des droits de l'Homme sur lesquelles la Commission des Nations Unies pour la vérité a enquêté, seulement 5 % ont été attribués au FMLN, contre 85 % à l'armée et 10 % aux escadrons de la mort liés à l'armée<sup>5</sup>.

Dans les années 1980, ma compréhension de la violence politique engendrée par la politique extérieure américaine était en outre tronquée par le fait que mes tentatives pour écrire sur ce sujet et pour le rendre public allaient à l'encontre du néo-McCarthyisme qui imprégnait alors le débat public. Les troubles populaires en Amérique Centrale étaient couramment suspectés d'être le résultat de machinations montées par les communistes. Cette censure intériorisée fonctionnait, comme d'habitude, non seulement dans les médias mais aussi dans les universités. Lorsque j'ai donné une conférence de presse en 1981 décrivant les assassinats de civils dans les opérations contre-révolutionnaires dont j'avais été témoin, le département d'anthropologie de mon université m'a fait passer devant un tribunal universitaire et a envisagé de m'expulser pour « comportement professionnel non éthique »<sup>6</sup>. Après que j'ai témoigné devant le Congrès américain sur la façon dont le soutien militaire et les conseillers militaires des Etats-Unis avaient aidé au massacre de civils au Salvador, la *Central Intelligence Agency* a fait circuler un rapport aux membres du Congrès qui m'avaient écouté dans lequel j'étais décrit comme un communiste faisant de la propagande pour les guérilleros du FMLN<sup>7</sup>. Un sympathique assistant parlementaire m'a conseillé de cesser de montrer, pendant mes réunions d'information sur les droits de l'Homme, la photographie d'un bébé né le cinquième jour de notre fuite. L'insigne inscrit à la main sur la casquette de base-ball de la femme berçant le nouveau-né représentait l'acronyme d'une des factions du FMLN. L'assistant me mit en garde : la crédibilité de ma prétention à montrer des photographies de civils innocents en était singulièrement réduite.

Dans cette atmosphère de guerre froide, il m'était difficile de percevoir et de dresser le portrait des paysans révolutionnaires salvadoriens autrement que, au pire, comme d'innocentes victimes ou, au mieux, comme de nobles résistants. L'urgence de documenter et de dénoncer la violence d'Etat et la répression militaire m'a empêché de



voir à quel point la violence quotidienne des luttes intestines travaillait les guérilleros et minait leur solidarité interne. Dès lors je ne pouvais pas comprendre la profondeur du traumatisme que la violence politique impose à ses cibles, y compris à ceux qui se mobilisent pour y résister. Encore une fois, il ne s'agit pas ici de nier la fierté que les paysans ont eu à se mobiliser pour soutenir le FMLN et réclamer leurs droits<sup>8</sup>.

#### *Au-delà de la pornographie de la violence*

Dans les *Méditations pascaliennes*, Bourdieu avertit que « les effets [particulièrement dégradants] de la violence symbolique, en particulier celle exercée contre les populations stigmatisées (...) rendent difficile de discuter des dominés d'une façon réaliste et précise sans sembler soit les écraser, soit les exalter »<sup>9</sup>. Il identifie « l'inclination à la violence qui est engendrée par une exposition précoce et constante à la violence » comme « l'un des effets les plus tragiques de la condition des dominés » et note que « la violence active des gens » est « souvent [dirigée contre] ses propres camarades d'infortune ». Il ébauche la chaîne causale suivante :

La violence exercée quotidiennement dans les familles, les usines, les ateliers, les banques, les bureaux, les postes de police, les prisons et même les hôpitaux et les écoles... est, en dernière analyse, le produit de la 'violence inerte' des structures économiques et des mécanismes sociaux relayés par la violence active de la population<sup>10</sup>.

Dans ses discours politiques, Bourdieu met en garde contre les retombées de la violence qui pourraient découler de l'assaut néo-libéral en cours contre l'Etat providence européen :

*Toute violence se paie (...). La violence structurale exercée par les marchés financiers, au travers des licenciements, de la perte de sécurité, et ainsi de suite trouve tôt ou tard sa traduction dans le suicide, le crime, la délinquance, la toxicomanie, l'alcoolisme et toute une série d'actes quotidiens, majeurs ou mineurs, de violence*<sup>11</sup>.

Les forces politiques, économiques et institutionnelles donnent forme, de toutes sortes de manières, à des micro-interactions, interpersonnelles et émotionnelles, en soutenant ou en supprimant les modes de sentir, les manifestations d'amour ou d'agression, les définitions du respect et de la réalisation de soi, les figures de l'insécurité et de la compétition. Dans l'Amérique latine de l'après-guerre froide, le néolibéralisme favorise activement la violence quotidienne<sup>12</sup>. Aux Etats-Unis, la fusion de la violence structurale et de la violence symbolique produit des configurations particulièrement destructives et persistantes de violence interpersonnelle, qui renforcent la légitimité des inégalités sociales. Le racisme, le chômage, l'exploitation économique et le délabrement des infrastructures sont exacerbés par l'indignité d'être une personne pauvre de couleur dans un pays blanc, dominé par les protestants et qui est le plus riche du monde. Ceci nourrit parmi les exclus un sentiment d'infériorité qui se manifeste dans des actes de violence autodestructrice ou orientée contre autrui, lesquels alimentent à leur tour un nouveau cycle d'auto-condamnation, d'humiliation et de démobilisation. Hors de ces dynamiques, une culture d'opposition se développe dans les rues - particulièrement parmi les jeunes - qui remplit le vide laissé par le chômage, le sous-emploi et le désinvestissement social. Cette culture d'opposition surgit comme une tentative de résister à la domination, mais, en fait, elle reproduit, avec une énergie toute américaine, les éléments les plus sauvages de l'idéologie néo-libérale américaine : la célébration de la réussite matérielle individuelle la plus ostentatoire, la domination masculine, le fétichisme des biens de consommation et une compréhension raciale de la hiérarchie<sup>13</sup>.

Formes et expressions de la violence

*Politique directe* : violence physique ciblée et terreur administrée par des autorités officielles ou par ceux s'y opposant, par exemple dans la répression militaire, la torture policière ou la résistance armée.

*Structurale* : oppression politico-économique de type chronique, enracinée historiquement, articulant des rapports d'inégalité, sensibles aussi bien dans des échanges inégaux à l'échelle internationale, dans des conditions locales de travail abusives ou dans des taux élevés de mortalité infantile. Concept importé dans les débats universitaires par Galtung<sup>14</sup>.

*Symbolique* : intériorisation et légitimation des inégalités les faisant paraître naturelles, allant du sexisme au racisme en passant par les expressions intimes de la domination de classe. Cette violence s'exerce dans un mélange de connaissance et de méconnaissance, avec le consentement inconscient des dominés<sup>15</sup>. Concept forgé par Bourdieu tout au long de son œuvre<sup>16</sup>.

*Quotidienne* : exercice ordinaire et routinier de la violence à un niveau micro, interactionnel et interpersonnel, dans la sphère domestique ou à l'échelle locale, qui se traduit par la normalisation de la délinquance ou de la terreur dans l'expérience vécue des individus et la constitution d'un sens commun ou d'un *ethos* de violence. Concept emprunté à Scheper-Hughes<sup>17</sup>.

A la différence des débats de l'après-guerre froide sur la répression politique en Amérique centrale, les polémiques sur les questions de pauvreté et de race aux Etats-Unis continuent de stagner, car prises dans des conceptions bipolaires entre pauvre « méritant » et pauvre « inutile »<sup>18</sup>. Dans le discours des politiques publiques aux Etats-Unis, les résidents urbains doivent se conduire comme des citoyens moraux (qui ont des rapports sexuels protégés, évitent la drogue, se détournent de la violence et travaillent dur dans des boulots subalternes) pour mériter un toit, de quoi manger, des soins médicaux, un emploi et un minimum de respect public. S'ils échouent à observer ces directives de conduite, ils sont accusés d'entretenir leur propre détresse matérielle. La centralité de la violence structurale dans ce processus se perd dans un maelström de violence quotidienne (exprimée par des agressions domestiques et criminelles) qui se propage à son tour dans une violence symbolique qui persuade les dominés qu'ils ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes - au moins partiellement - si s'abattent sur eux destruction et destitution.

La violence quotidienne est un solvant de l'intégrité humaine. Au travers de descriptions saisissantes, de photographies poignantes, d'une poésie séduisante, les ethnographes risquent de contribuer à une pornographie de la violence qui renforce la perception négative des groupes dominés aux yeux de lecteurs mal intentionnés. Réciproquement, l'impératif de dresser des portraits positifs des habitants de Harlem ou des guérilleros du Salvador atténue la réalité de la dévastation humaine par la répression politique durant les guerres et par le capitalisme néo-libéral. Les gens ne « survivent » pas simplement à la violence, comme si d'une façon ou d'une autre elle leur restait extérieure, et ils sont rarement, si ce n'est jamais, ennoblis par elle. Ceux qui se confrontent à la violence par la résistance - qu'elle soit culturelle ou politique - ne ressortent pas indemnes de la terreur et de l'oppression contre lesquelles ils se sont soulevés. Le défi de l'ethnographie est précisément de clarifier les chaînes de causalité qui lient la violence structurale, politique et symbolique à la production d'une violence quotidienne qui conforte les inégalités de pouvoir et contrevient aux efforts de résistance. Dans la période de l'après-guerre froide,

une meilleure compréhension de ces relations complexes est particulièrement importante : ce sont les forces du marché international, plutôt que la répression politique ou la résistance armée, qui mènent la guerre dans les cœurs et dans les esprits<sup>19</sup>.

Retour au précédent

## NOTES

1. . Martinez A. G., *Las Cárceles Clandestinas de El Salvador : Libertad por el Secuestro de un Oligarca*, El Salvador, Clandestine FMLN Printing Press, 1978.
2. . Bourgois P., « The Pornography of Violence : Fieldwork in El Salvador and the U.S. Inner City », Papier présenté à la session plénière de la Société canadienne d'anthropologie / Congress of Learned Societies, St. John's, Newfoundland, 13 juin 1997.
3. . Stoll D., *Rigoberta Menchu and the Story of All Poor Guatemalans*, Boulder, CO, Westview Press, 1999.
4. . Menchú R., I, Rigoberta Menchú : An Indian Woman in Guatemala, E. Burgos-Debray (ed), London, Verso, 1984.
5. . Binford L., *The El Mozote Massacre : Anthropology and Human Rights*, Tucson, University of Arizona Press, 1996, p. 117.
6. . Bourgois P., « The Ethics of Ethnography : Lessons From Fieldwork in Central America », in F Harrison (ed.), *Decolonizing Anthropology : Moving Further Toward an Anthropology for Liberation*, Washington DC, Association of Black Anthropologists and American Anthropological Association, 1991, pp. 110-126.
7. . United States Congress, « U.S. Intelligence Performance on Central America : Achievements and Selected Instances of Concern », Staff Report Subcommittee on Oversight and Evaluation-98-805 O (97th Congress, 2nd Session), Washington, DC : U.S. Government Printing Office, 1982. Une année plus tard, un groupe de démocrates, membres du Congrès, a publié un rapport critiquant les actions abusives perpétrées par la CIA. Un des exemples inventoriés consistait en l'affirmation inexacte par la CIA qu'un étudiant de Stanford, diplômé en anthropologie, était un « agent guérillero du FMLN ». Selon ce rapport, la CIA avait présenté des documents au Comité du Congrès américain sur le renseignement, qui devaient « descendre les affirmations de Bourgois », taxées de « propagande de guérilla ».
8. . Wood E., « Insurgent Collective Action and Civil War : Redrawing Boundaries of Class and Citizenship in Rural El Salvador », texte non publié, 2000, 223 pages.
9. . Bourdieu P., *Pascalian Meditations*, Stanford, CA, Stanford University Press, 1997, p. 233.
10. . Bourdieu P., *Pascalian Meditations*, ibid. (souligné par moi-même).
11. . Bourdieu P., *Acts of Resistance : Against the Tyranny of the Market*, New York, The New Press, 1998, p. 40.
12. . Auyero J., « The Hyper-Shantytown : Ethnographic Portraits of Neo-Liberal Violence (s) », *Ethnography*, 2000, 1, 2.

13. . La musique Gangsta rap correspond particulièrement bien à ce « rêve américain », fait d'individualisme farouche et d'esprit d'entreprise, pimentés de violence quotidienne. Plus généralement, les mouvements nationalistes de culture millénariste au sein des minorités opprimées aux Etats-Unis peuvent être compris comme un exorcisme de la violence symbolique des hiérarchies sociales sur un fondement racial. Des mouvements tels que la religion Ghost Dance dans les réserves indiennes à la fin de la moitié du 19e siècle ou Nation of Islam de Farrakhan parmi les prisonniers Afro-Américains à la fin du 20e siècle fournissent une catharsis symbolique en renversant l'insulte du racisme intériorisé.

14. . Galtung J., op. cit.

15. . Bourdieu P., *Male Domination*, Oxford, Blackwell Publishers, 2001 [La domination masculine, Paris, Seuil, 1998] ; et Bourdieu P., Wacquant L., op. cit., 1992, pp. 162-173 et pp. 200-205.

16. . Bourdieu P., *Pascalian Meditations*, Stanford, CA, Stanford University Press, 1997 [Méditations pascaliennes, Paris, Seuil, 1997].

17. . Scheper-Hughes N., « Small Wars and Invisible Genocides', *Social Science and Medicine*, 1996, 43, 5, pp. 889-900 ; Scheper-Hughes N., *Death without Weeping : the Violence of Everyday Life in Brazil*, Berkeley, University of California Press, 1992.

18. . Katz M. B., *In the Shadow of the Poorhouse*, New York, Pantheon, 2ème éd. 1996.

19. . Je remercie les familles des paysans révolutionnaires du Salvador qui m'ont accueilli et m'ont permis de tant apprendre sur eux. Je suis reconnaissant à Paul Willis et particulièrement à Loïc Wacquant de leurs lectures critiques attentives sur les brouillons successifs de cet article (je n'ai jamais eu un tel directeur de rédaction, apportant autant de commentaires minutieux et perspicaces). Loïc mériterait d'être le co-auteur de cet article, bien qu'il soit critique vis-à-vis de quelques-unes de mes imprécisions analytiques. Le travail sur le terrain aux Etats-Unis, qui a rendu possible la ré-interprétation de mon expérience salvadorienne, a été financé par le National Institute on Drug Abuse, le Programme de recherche sur le Sida de l'Université de Californie, la Fondation Harry Frank Guggenheim, la Fondation Russel Sage, la Fondation Wenner-Gren pour la recherche anthropologique, le Conseil de recherche en sciences sociales et le U.S. Census Bureau.

## INDEX

**Mots-clés** : guerre, violence

**Index géographique** : Amérique centrale

**Index chronologique** : post-guerre froide